

POSITION PAPER

L'AGROÉCOLOGIE FÉMINISTE

Pourquoi intégrer la dimension de genre est indispensable à la transition agroécologique.

AGROECOLOGY IN ACTION, C'EST QUI, C'EST QUOI ?

Agroecology in Action (AiA) est la plateforme pour l'agroécologie et les systèmes alimentaires solidaires en Belgique francophone. Créée en 2016 à la suite d'un forum citoyen soutenu par Bruxelles Environnement, elle rassemble aujourd'hui 40 organisations à Bruxelles et en Wallonie.

Les membres fondateurs ont établi AiA comme une plateforme réunissant des organisations issues de différents secteurs afin de promouvoir une approche systémique et globale des questions liées à l'alimentation et à la transition des systèmes alimentaires. **Notre force réside dans la diversité de nos membres** – mouvements paysans, syndicats, ONG, chercheur·euses et collectifs citoyens – qui travaillent ensemble pour impulser un changement systémique des systèmes alimentaires.

Ensemble, nous défendons une vision commune de l'agroécologie ! **Nous construisons une dynamique pour impulser des changements systémiques de nos systèmes alimentaires**, à la fois en plaidant auprès des décideur·euses politiques et en soutenant les acteur·ices de terrains pour multiplier les projets agroécologiques en Belgique.

Rédaction : Juliette Pagnon (Agroecology in Action) ; Louise Legein (Oxfam Solidarité)

Image : ©Brigades d'Action Paysannes

INTRODUCTION

Si l'écologie sans lutte des classes est du jardinage, l'agroécologie sans approche de genre ne serait qu'un mode d'exploitation agricole respectueux de l'environnement¹.

Les luttes écologistes et sociales tendent encore trop souvent à reléguer la question du genre au second plan, considérant qu'elle serait secondaire face à l'urgence climatique, alimentaire ou économique. Pourtant, ignorer les rapports de domination revient à affaiblir nos propres combats. Le système agricole actuel soutient en effet encore largement des systèmes fondés sur l'exploitation des personnes et des ressources. Le travail des femmes demeure invisibilisé et sous-valorisé et ces inégalités ne sont ni marginales ni accidentelles : elles sont structurelles. Dans ce contexte, prétendre transformer les systèmes alimentaires sans remettre en cause ces dynamiques serait incohérent. Cela vaut pour les politiques agricoles, mais aussi pour nos organisations et nos mouvements.

L'agroécologie et le féminisme sont des concepts intrinsèquement liés. Tous deux répondent à un monde organisé autour de modèles d'exploitation : industrialisation agricole, capitalisme extractiviste, patriarcat. L'agroécologie que nous défendons ne sépare pas l'émancipation des humain-es de celle du vivant non-humain. Elle vise une transformation systémique des systèmes alimentaires, fondée sur la justice sociale et écologique.

Dans ce document nous souhaitons exposer les liens entre agroécologie et féminisme pour expliquer en quoi la transition agroécologique de nos systèmes alimentaires doit s'ancrer dans une approche de genre et féministe pour être transformative. Notons que ce document s'inscrit dans un processus de réflexion itératif, voué à évoluer. Il ne prétend pas figer une doctrine, mais clarifier un positionnement politique basé sur les connaissances actuelles : l'agroécologie est, par essence, féministe.

1. AGROÉCOLOGIE ET FÉMINISME : DES LUTTES INDISSOCIABLES

Le féminisme que nous portons

Nous défendons un féminisme intersectionnel qui s'attaque à tous les rapports de domination. Au-delà des inégalités de genre, nous luttons, de notre mieux, contre l'exploitation des corps et des ressources, du vivant, contre les rapports de pouvoir néo-coloniaux, la logique capitaliste, contre le racisme systémique et le validisme.

Dans cette perspective, ce féminisme analyse les systèmes alimentaires comme des espaces où s'articulent les dominations précitées. L'organisation du travail agricole, la répartition de la valeur, l'accès à la terre et aux ressources, la division sexuée des tâches ou encore la hiérarchisation des savoirs, aussi bien au Nord qu'au Sud global, traduisent des structures sociales inégalitaires et des rapports de pouvoir hérités du colonialisme, du capitalisme et du patriarcat.

¹ Pauline Grégoire (2024). Agroécologie et inégalités de genre : quelles perspectives féministes. Oxfam Magasins du Monde. https://oxfammagasinsdumonde.be/content/uploads/2025/05/Analyse-2_web.pdf

L'agroécologie que nous défendons

AiA définit l'agroécologie à la fois comme une science, un ensemble de pratiques et un mouvement social. Elle dépasse l'approche strictement agronomique pour intégrer pleinement les dimensions sociales, économiques et politiques des systèmes alimentaires. Nous défendons une agroécologie qui lutte contre l'appropriation de la valeur ajoutée par l'agrobusiness et la grande distribution, qui respecte les cycles naturels et les humain-es, en ce compris les femmes, qui assure le droit à l'alimentation de chacun-e.

Cette définition et notre positionnement s'inscrit dans la continuité des déclarations de Nyéléni (2011, 2015) et des revendications portées par les mouvements paysans internationaux. La Déclaration de Nyéléni présente notamment l'agroécologie comme une « forme de résistance majeure à un système économique qui place le profit avant la vie »², capable de transformer un système agroalimentaire dévasté par le modèle industriel. Elle affirme également qu' « une juste place doit être faite aux femmes : le pouvoir, les tâches, la prise de décisions, l'accès aux ressources et la rémunération doivent être répartis de manière égale entre hommes et femmes. ».

Il apparait donc clairement que la transition agroécologique exige une approche holistique qui s'attaque à toutes les formes de discrimination et d'exploitation, en ce compris les logiques patriarcales. **L'agroécologie n'est pas seulement compatible avec le féminisme : elle est féministe par essence.**

2. POURQUOI INTÉGRER LA DIMENSION DU GENRE EST ESSENTIEL

Les femmes au coeur du système alimentaire

Les femmes jouent un rôle central dans les systèmes alimentaires, de la production à la consommation, mais sont largement invisibilisées et précarisées. En Belgique, elles représentent 50% de la population, 30% de la main d'œuvre agricole (43% dans le sud global), mais seulement 16% des chef-fes d'exploitation agricole. Nous les retrouvons le plus souvent (82%) sous le statut de "conjointe aidante", un statut historiquement précaire. Si celui-ci s'est largement amélioré, l'installation en co-exploitant est encore largement minoritaire. Dans le secteur de la restauration et de la gastronomie, on retrouve la même tendance : les femmes occupent 40% des emplois³ tout en restant sous-représentées aux postes à responsabilité. Où sont les cheffes ? Ce sont aussi elles qui sont les plus investies dans les tâches ménagères liées à l'alimentation (courses, cuisine etc), faisant souvent passer leur besoins nutritionnels après ceux de leur famille⁴.

² Déclaration du Forum International sur l'Agroécologie (2015) Nyélini.
<https://nyeleni.org/DOWNLOADS/Agroecology%20forum%202015/Final%20declaration%20Agroecology%202015%20FR.pdf>

³ Dricot, L., & Dricot, L. (2024, août 23). 40 % de femmes dans la gastronomie belge mais (trop) peu d'entre elles occupent des postes à responsabilité - RTBF Actus. RTBF.
<https://www.rtbf.be/article/40-de-femmes-dans-la-gastronomie-belge-mais-trop-peu-d-entre-elles-occupent-des-postes-a-responsabilite-11423963>

⁴ Allen, P. & Sachs, C. (2007). Women and Food Chains: The Gendered Politics of Food. International Journal of Sociology of Agriculture & Food, 15(1), 1-23.

Un monde agricole et alimentaire décliné au masculin

Dans le monde agricole, ces inégalités prennent plusieurs formes et sont davantage que dans d'autres secteurs professionnels⁵ :

- **Accès inégal aux terres**: 15,1 % des terres sont possédées par des femmes, soit 6x moins que les hommes. Celles-ci disposent en moyenne de 41,5 hectares de terres agricoles contre 59,5 hectares pour les hommes, car elles sont traditionnellement transmises aux hommes et les vendeur·euse·s ou les bailleur·euses de terres potentiels sont plus méfiant·es ;
- **Accès plus difficile aux financements** : À projet égal, les femmes obtiennent moins de prêts et pour des montants plus faibles.
- Des revenus plus faibles : Puisque notre agriculture européenne est subventionnée à l'hectare, et les femmes ayant en moyenne moins de terres, cela veut dire également moins de soutien public.
- **Une remise en cause constante de leur légitimité** : Les stéréotypes restent très présents dans le secteur agricole (cf il est ou le patron)
- **Une sous-représentation dans les instances agricoles**: Ce qui signifie que leurs besoins sont encore trop peu pris en compte dans les politiques publiques.

Au sein des exploitations, la division sexuée du travail demeure marquée. Les femmes assurent majoritairement la gestion administrative, la diversification, la transformation, le soins aux animaux et les tâches domestiques. Les hommes sont, quant à eux, plus souvent associés aux travaux des champs, à la conduite et à l'entretien des machines, à des tâches qui sont socialement valorisées par les pairs. En Wallonie, par exemple, 90 % des agricultrices assument la majorité des tâches ménagères, et 91 % ne manient pas les machines agricoles³. A noter d'ailleurs que les machines agricoles ne sont généralement pas adaptées aux morphologies féminines.

Ces obstacles sont institutionnels et internationaux. Les agricultrices ne sont pas soutenues ou valorisées par le modèle politique, éducatif et économique agricole mondial. En France, les agricultrices gagnent 29 % de moins que leurs homologues masculins. En Belgique, seulement 8 % de l'aide extérieure va à des projets principalement axés sur l'égalité des genres. Sur les 164 pays qui reconnaissent aux femmes le droit de posséder, d'utiliser et de prendre des décisions concernant la terre, seuls 52 pays protègent, respectent et réalisent ce droit³...

Ne pas prendre en compte ces inégalités dans la transition agroécologique constitue un risque de les reproduire. Lorsque l'on parle d'accès aux terres ou d'accès aux biens communs sans interroger qui y accède réellement, cela revient à consolider les rapports de pouvoir existants. Sans analyse de genre, l'agroécologie peut bénéficier prioritairement aux hommes déjà propriétaires, déjà représentés, déjà reconnus.

⁵ Genre et agriculture. (s. d.). Oxfam Belgique. <https://oxfambelgique.be/genre-et-agriculture>

Valoriser les femmes et leurs savoirs sans essentialiser

Les femmes ont par ailleurs développé des savoirs et savoir-faire essentiels, notamment en matière de diversification, de transformation, de gestion durable et de soin au vivant en général. On a ainsi tendance à retrouver une part plus importante de femmes dans les modèles agricoles plus durables. Par exemple, en Wallonie, les femmes gèrent 22 % de la superficie cultivée en agriculture biologique (contre 12 % de la SAU totale). Du Nord au Sud, les mouvements écoféministes, notamment du Sud global, ou les pratiques queer rurales, ont développé des approches centrées sur le soin au vivant qui ouvrent des perspectives précieuses pour penser autrement nos relations au vivant et sortir de la logique productiviste.

Cependant, il est crucial d'**éviter toute essentialisation**. Si les femmes sont davantage associées au « care », ce n'est pas par nature mais par une construction sociale qui leur assigne des tâches historiquement dévalorisées. Ces pratiques doivent être reconnues et partagées par l'ensemble du monde agricole.

Afin de mener une transition efficace et en adéquation avec nos ambitions, il est nécessaire d'embarquer toutes les femmes et de s'inspirer de leurs approches et de leurs savoirs.

3. INTERSECTIONNALITÉ : L'AGROÉCOLOGIE CONTRE TOUTES LES DOMINATIONS

L'agroécologie ne concerne pas uniquement les femmes et l'approche de genre ne peut être dissociée d'une analyse intersectionnelle. Elle intègre toutes les personnes exclues ou invisibilisées du monde agricole.

Une approche décoloniale : L'agriculture européenne s'inscrit dans des dynamiques historiques d'exploitation du Sud global : accaparement des terres, dépendance aux importations, exportation de pesticides interdits⁶, extraction de ressources. Ces mécanismes prolongent des logiques coloniales. Une agroécologie cohérente doit reconnaître ces responsabilités et refuser toute reproduction de logiques impérialistes.

Travail migrant et précarité : En Belgique, près de 20 % de la main-d'œuvre agricole est composée de travailleur·euses migrant·es, particulièrement exposé·es à la précarité et à l'invisibilisation. Les femmes migrantes cumulent discriminations de genre, d'origine et de statut légal. Elles sont plus vulnérables aux violences sexistes et sexuelles, à l'exploitation et aux abus. La justice agroécologique implique la défense de leurs droits, de leur dignité et de leur protection.

Un projet de justice sociale globale : L'agroécologie n'est pas qu'un ensemble de techniques culturales. C'est un projet de transformation sociale comme le rappelle nos textes

⁶ Lucille Buraud, Louise Legein et Aurore Guieu (2023) Défricher le genre dans l'agriculture wallonne. Oxfam Solidarité.
<https://oxfam-belgie.be/sites/default/files/2023-12/OXFAM-Rapport%20agriculture%20Wallonie%202023%20v4.pdf>

fondateurs. Elle doit abolir les dominations sur les corps et sur le vivant, et promouvoir des systèmes alimentaires fondés sur la justice sociale, l'égalité et la solidarité.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les analyses développées dans ce document convergent vers un constat clair : la transition agroécologique est féministe et ne peut être dissociée d'une approche de genre.

L'agroécologie est un projet de transformation qui s'oppose à un système structuré par des logiques coloniales, capitalistes et patriarcales. Elle vise à rompre avec ce modèle en plaçant la vie avant le profit, en renforçant l'autonomie des communautés, en reconnaissant la pluralité des savoirs et en incluant les groupes historiquement marginalisés. À ce titre, elle ne peut se limiter à une évolution technique des pratiques agricoles : elle implique une transformation des rapports de pouvoir.

Dès lors, il serait incohérent de vouloir transformer les systèmes alimentaires sans s'attaquer aux inégalités qui les traversent, en particulier celles liées au genre. Intégrer la dimension de genre n'est pas un ajout secondaire, mais une condition de cohérence politique, car penser la transition agroécologique sans les femmes – et sans transformer les rapports de genre – revient à limiter sa portée et la transition elle-même

En effet, sans analyse de genre, les dispositifs d'accès à la terre, aux financements, aux formations ou aux espaces de décision risquent de bénéficier d'abord à celles et ceux qui sont déjà en position de pouvoir. Autrement dit, sans vigilance explicite, l'agroécologie peut reproduire les inégalités qu'elle entend combattre.

Enfin, de la même manière que l'agroécologie ne se réduit pas à un ensemble de techniques culturelles, le féminisme que nous portons ne se limite pas à une revendication sectorielle : il interroge l'organisation même du pouvoir, de la production et de la valeur. Une agroécologie véritablement résiliente et soutenable doit ainsi : questionner les dominations de genre, mais aussi leurs articulations avec les dominations de classe, d'origine, etc ; reconnaître et redistribuer le pouvoir décisionnel ; garantir un accès équitable aux ressources, à la terre, aux financements et aux formations ; valoriser les savoirs historiquement marginalisés.

Transformer les systèmes alimentaires suppose un changement de paradigme, et non une adaptation marginale du modèle existant. Il ne s'agit pas de « verdir » un système patriarcal et capitaliste, mais de contribuer à en sortir.

Nos balises d'action

1. **Dans nos mouvements** : Appliquer concrètement nos principes d'égalité et intégrer la dimension de genre dès la conception des projets pour éviter un tokenisme et les approches « case à cocher ».
2. **Méthodologie** : Porter systématiquement des « lunettes de genre » : analyser les impacts différenciés sur les femmes et les minorités de genre. Examiner l'accès réel aux ressources, au pouvoir décisionnel et aux bénéfices des projets.

3. **S'inspirer et transformer** : Valoriser les expériences écoféministes et queer rurales ; expérimenter des répartitions alternatives des tâches ; garder comme boussole la transformation du système alimentaire, et non son adaptation aux logiques patriarcales et capitalistes.

L'agroécologie que nous défendons est un projet de société. Elle articule justice écologique et justice sociale dans une même dynamique de transformation. Aucune transition ne sera réussie si elle laisse intactes les structures de domination qui organisent nos systèmes alimentaires. Notre ambition est claire : construire un système alimentaire juste, démocratique et soutenable – pour toutes et tous.

Lexique :

- *Ecoféminisme* : L'écoféminisme est un courant connectant les pensées féministes et écologiques. Il propose une grille de lecture permettant d'analyser les systèmes de domination et d'oppression des femmes par les hommes et les systèmes de surexploitation de la nature par les humains, rendant indissociables l'oppression des femmes et la destruction de l'environnement avec le patriarcat et le capitalisme.
- *Queer*: le mot queer est un terme volontairement flou et versatile. Il revendique justement une abolition des définitions qui restreignent l'expression personnelle. Il se comprend largement en opposition aux normes cisgenres et hétérosexuelles (pour en savoir plus : [PraTIQ](#); [ECVC](#)).
- *Intersectionnalité*: Approche permettant d'analyser la manière dont les différents systèmes d'oppression s'articulent et se renforcent mutuellement. Quand une personne subit plusieurs discriminations (racisme, sexisme, validisme, etc.) qui se renforcent mutuellement, on parle de discrimination intersectionnelle.
- *Travail reproductif* : ensemble des tâches qui contribuent à maintenir les êtres humains en vie (et à pouvoir réaliser le travail productif à valeur économique), telles que le soin aux personnes, la cuisine, l'éducation. Majoritairement effectué par des femmes, il est souvent réalisé gratuitement et sans valorisation sociale (au contraire du travail productif, qui produit des biens et des services ayant une valeur monétaire dans le système capitaliste).